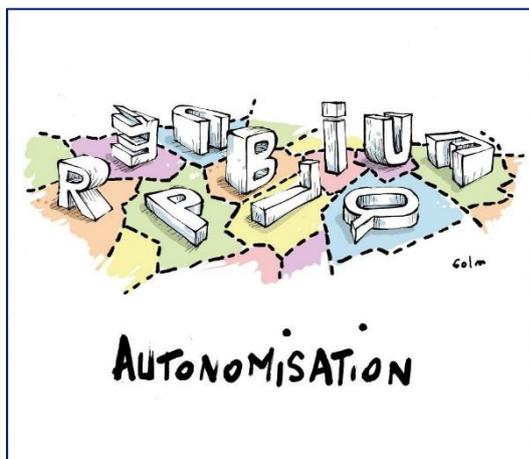


GARE A LA PRIVATISATION DE L'ENSEIGNEMENT, EN MARCHE ACCELEREE



L'actualité, notamment sur Marseille, a placé l'école au centre du débat de la future présidentielle. Emmanuel Macron affiche déjà son programme de campagne : **un programme ultra libéral pour l'école publique... où les directeurs embaucheront les futurs enseignants...**

Ainsi, il prépare la fin du statut pour les enseignants. **Nos lycées fonctionneraient comme les lycées privés sous contrat avec des enseignants passant un concours et devant ensuite trouver un établissement qui les recrute...**

Emmanuel Macron oublie au passage de préciser que cela a déjà été tenté en Suède. Dans ce pays, les directeurs d'école ont obtenu une large liberté pour l'embauche et le licenciement des enseignants et aussi en matière d'autonomie pédagogique.

Le résultat s'est vu dans Pisa 2015 : la Suède (<https://www.skolo.org/2019/03/29/suede-finlande-quand-les-modeles-educatifs-sembourbent-dans-le-marche-scolaire/>) doit faire face à une hausse substantielle des démissions de directeurs et les écoles ne trouvent plus d'enseignants. Finalement, il a fallu abaisser le niveau recrutement des enseignants. De même le niveau des élèves s'est effondré à un tel point que même l'OCDE a conseillé une re-étatisation partielle des écoles.

**EST-CE CET AVENIR QUE NOUS SOUHAITONS
POUR NOS ENFANTS ?**

**STOP
A LA PRIVATISATION
DES SERVICES
DE L'EDUCATION**

UN MINISTRE EN MARCHÉ POUR S'ATTAQUER A L'ECOLE PUBLIQUE ET A SES PERSONNELS

→ Il n'hésite pas à s'en prendre aux personnels des écoles publiques, « absentéistes » et « qui font trop la grève » : une véritable déclaration de guerre. **Mais qui a supprimé des postes depuis des années ? Qui n'a pas donné les moyens aux écoles et dans le second degré si ce n'est le gouvernement ?**

→ Le chef de l'Etat veut ouvrir une brèche supplémentaire contre le statut des personnels et le cadre national de l'Ecole publique.

→ Les annonces du Président de la République **sont totalement cohérentes avec les 12 engagements du « Grenelle » de Blanquer qui prévoient la déréglementation à tous les étages de l'Ecole, l'éclatement des règles, des statuts, des droits et du fonctionnement de l'Ecole.**



L'Ecole publique ne peut se concevoir, pour jouer totalement son rôle dans l'instruction de tous les élèves, **qu'en préservant les statuts, en créant des postes, en arrêtant de la soumettre à toutes les pressions extérieures.**

FO EA s'oppose à cette expérimentation. Elle sera aux côtés de tous les personnels dans le refus de leur faire porter la responsabilité des dysfonctionnements, contre la mise à sac de l'Ecole de la République.

**FO EA PERSISTE ET SIGNE :
NON A LA PRIVATISATION DES SERVICES DE L'EDUCATION !**



**C'EST POURQUOI FO EA APPELLE
LES PERSONNELS A LA GREVE
LE 23 SEPTEMBRE !**